

Blocage et AG sans précédent à l'Université Paris 3 !

Article paru sur le site du NPA : <https://npa2009.org/actualite/jeunesse/blocage-et-ag-sans-precedent-luniv-site-paris-3>



Ce lundi 9 avril, des étudiant-e-s de l'Université Paris 3 ont pris l'initiative de bloquer l'accès aux bâtiments. Cette initiative résultait d'un choix mûrement réfléchi et faisait suite à une intense campagne d'information sur le « plan étudiant » du gouvernement. L'enjeu était d'étendre le mouvement de blocages étudiants qui touche déjà plus de quarante établissements d'enseignement supérieur, avec pour objectif le retrait des contre-réformes gouvernementales.

Le blocage, un mode d'action qui n'avait pas été employé localement depuis le grand mouvement de 2009, a permis la tenue d'une Assemblée Générale réunissant plus de mille étudiant-e-s et salarié-e-s de l'université. De nombreux/ses interventions ont dénoncé la politique du gouvernement dans l'enseignement supérieur : remise en cause du droit à étudier (sélection, frais d'inscription...) et manque de moyens généralisé entraînent la dégradation des conditions de travail et d'étude.

Il ne fallait pas mettre la charrue avant les bœufs !

C'est seulement après la discussion de fond que l'Assemblée Générale pouvait voter en connaissance de cause sur les revendications et les moyens d'action (même si certaines voix se sont élevées pour demander un vote avant même le début de l'AG, espérant sans doute lever le blocus par un coup de force). Une très large majorité a entériné la revendication du retrait du plan étudiant, sans négociations ni amendements.

La question du blocage, qui polarisait les discussions, a fait l'objet d'une attention particulière. La majorité des intervenant-e-s à la tribune de l'AG ont argumenté pour ce moyen d'action comme le seul permettant d'obtenir la satisfaction des revendications. Les orateurs/trices ont également souligné que l'occupation de l'université ne signifiait pas sa fermeture, mais au contraire une plus grande ouverture. Au reste, un bon rapport de force est la meilleure garantie que les étudiant-e-s ne soient pas pénalisé-e-s dans leur lutte légitime.

Des salarié-e-s de l'université sont d'ailleurs intervenu-e-s à plusieurs reprises non

seulement pour assurer les étudiant-e-s de leur solidarité, mais pour exprimer leurs propres revendications qui vont dans le même sens : pour une fac ouverte à tou-te-s, avec des conditions d'étude et de travail satisfaisantes. Le secrétaire de la section CGT Ferc-Sup a notamment appelé tous les personnels de l'université à rejoindre le mouvement et à participer à l'occupation de l'université pour faire converger les luttes des étudiant-e-s et des travailleurs/ses.

Début d'une occupation prolongée

Suite à des discussions animées, la majorité de l'AG s'est prononcée pour la poursuite du blocage et de l'occupation (plus de 600 pour, 418 contre). Ce vote a été fait, dans la mesure du possible, avec un contrôle individuel des cartes d'étudiant-e ou de salarié-e, pour garantir que seules les personnes liées à Paris 3 pourraient y prendre part. En effet, seul un respect scrupuleux de la démocratie peut donner toute leur légitimité aux décisions de l'AG.

Quelques militant-e-s autonomes sans lien avec l'université sont intervenu-e-s sans ménagement pendant le comptage pour réclamer le droit de vote sans contrôle des cartes d'étudiant-e ou de salarié-e. C'était un acte provocateur qui risquait de nuire à la légitimité démocratique de l'AG. Celle-ci a intérêt à être ouverte à tou-te-s, pour profiter des expériences de lutte faites ailleurs, mais il est légitime que les décisions soient prises par les étudiant-e-s et salarié-e-s de l'université.

Cela étant, l'AG n'a pas seulement permis de dégager une majorité claire pour le blocage contre le « plan étudiant », elle a été une première expérience massive de l'auto-organisation à Paris 3. L'occupation va désormais permettre aux étudiant-e-s et salarié-e-s de prendre le temps pour débattre et s'organiser ensemble. Nous militerons notamment pour :

- le développement de l'auto-organisation démocratique et de l'auto-défense contre les briseurs de grève et les provocateurs, pour permettre à un maximum de personnes de participer au mouvement ;
- l'extension des revendications, car, comme l'ont rappelé de nombreuses prises de parole, le problème de l'université ne se limite pas au « plan étudiant » ;
- la convergence des luttes (cheminot-e-s, Carrefour, étudiant-e-s...) vers la grève générale, car c'est le rapport de forces général qui permettra de faire plier le gouvernement.

Victor Müller, le 10 avril 2018